



Monsieur le Secrétaire Exécutif
Comité de Pilotage de la réforme des Entreprises du
Portefeuille de l'Etat (COPIREP)
4ème étage , Immeuble SOFIDE
Croisement des avenues Le Marinel et Kisangani
KINSHASA /GOMBE
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Dans le cadre de nos travaux de vérification du PCDSP pour l'exercice allant du 01 Janvier 2010 au 31 Décembre 2010, nous avons été amené à faire la revue du dispositif de contrôle interne en vigueur au sein de votre Projet .

Notre étude a eu pour objectif de nous assurer de la fiabilité et de l'exhaustivité des informations générées par les procédures à travers les principaux cycles d'activité et qui ont servi de base à l'élaboration des états financiers.

A cet effet, nos travaux ont consisté à apprécier si la qualité des procédures et leur niveau d'application sont à même d'assurer l'atteinte des objectifs de contrôle interne tels que :

- la protection du patrimoine,
- la précision et la fiabilité des informations générées par les différents systèmes,
- l'efficacité des opérations d'exploitation,
- le respect des lignes de conduite définies par la direction.

En dehors des usages que nous avons faits du résultat de cette étude dans la planification de nos travaux de vérification, nous vous adressons la présente lettre qui fait état de nos appréciations sur les faiblesses constatées. Pour chaque point de faiblesse identifié, nous relaterons nos commentaires avant d'évoquer les risques qui peuvent en découler. Nous formulerons ensuite les axes de recommandations jugées nécessaires pour vous permettre de prendre les mesures correctives.

Critique par nature, cette lettre ne fait pas état des forces de contrôle quant elles existent. Les recommandations formulées ne prétendent pas non plus se substituer à une réorganisation générale de l'entreprise.

De façon globale, les procédures de contrôle interne sont satisfaisantes et ont été respectées. Les points que nous couvrons dans les paragraphes ci-après et les recommandations y afférentes sont proposées afin de renforcer davantage le niveau du contrôle interne.

Nous adressons nos sincères remerciements à la direction et à tout le personnel affecté au projet, pour leur collaboration dans la réalisation de la mission d'audit de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Antananarivo, le 31 mai 2011



RANDRIAMBELOMANANA Rivocharisoa
Expert Comptable



RAPPORT DEFINITIF

Audit externe financier et comptable
PROJET COMPETITIVITE et DEVELOPPEMENT du SECTEUR PRIVE
(PCDSP)
Exercice clos le 31 Décembre 2010

Mai 2011



Monsieur Le Secrétaire Exécutif du
Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises
du Portefeuille de l'Etat (COPIREP) – Projet
PCDSP

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

OBJET : Audit des états financiers du Projet PCDSP de l'exercice
clos le 31 décembre 2010

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Suivant les dispositions du contrat N°Z 609/COPIREP/SE/04/2011 passé en date du 27 avril 2011, nous avons procédé à l'audit du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé (PCDSP), pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Ce projet a pour objectif fondamental d'appuyer la croissance entraînée par le secteur privé de la République Démocratique du Congo :

- 1) en améliorant le climat des investissements ;
- 2) en fournissant un appui à la réforme des entreprises publiques dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, des finances, des transports et des mines ; et
- 3) en accroissant la compétitivité des opérations minières dans la région du Katanga.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (IFAC). Ces normes et directives imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les états financiers ne comportent pas d'erreurs significatives. Un audit consiste en la vérification par sondage des éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à l'évaluation des principes comptables appliqués par la Direction, des estimations importantes effectuées par cette dernière, et la présentation générale des états financiers.

Dans le respect des Normes Internationales d'Audit (IFAC), notre mission a pour finalité de formuler une opinion :

1. Selon laquelle les états financiers (Bilan et l'Etat des Ressources et Dépenses) donnent une image fidèle de la situation financière des Projets et conventions au 31 décembre 2010,
2. Sur l'Etat Justificatif du solde du Compte Désigné du Projet PCDSP au 31 décembre 2010 ainsi que sur les Relevés de Dépenses adressés à la Banque Mondiale,
3. Sur le respect des termes de l'Accord de Crédit signé entre l'IDA et la République Démocratique du Congo.

Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion.

Par ailleurs, notre intervention nous a conduit à formuler nos observations relatives à l'application des précédentes recommandations sur le contrôle interne.

Le présent rapport comporte trois parties :

1. Une première partie comprenant notre opinion sur les Etats Financiers du Projet pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010, ainsi que sur l'Etat Justificatif du solde du Compte Désigné et sur les Relevés des Dépenses. Notre opinion étant suivie des Etats Financiers et Notes Annexes ;
2. Une deuxième partie livrant notre opinion sur la conformité aux termes de l'Accord de Crédit et de Don signé entre l'IDA et la République Démocratique du Congo et des conventions entre la GECAMINES et la République Démocratique du Congo;
3. Et la note sur le contrôle interne.

A la lumière du résultat de nos vérifications, **nous sommes d'avis que les états financiers donnent une image fidèle** de la situation financière du Projet pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010, conformément aux normes comptables internationales et aux principes et méthodes comptables appliqués par les projets.

Nous tenons à remercier les membres de l'équipe du Projet pour leur accueil et leur collaboration.

En vous souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'expression de nos salutations distinguées

Antananarivo, le 31 mai 2011



RANDRIAMBELOMANANA Rivocharisoa
Expert Comptable



**OPINION DES AUDITEURS SUR LES
ETATS FINANCIERS DU PROJET**

**A Monsieur ILUNGA ILUNKAMBA
Secrétaire exécutif du
Comité de Pilotage de la Réforme des
Entreprises du Portefeuille de l'Etat
(COPIREP) – Projet PCDSP**

Exercice clos le 31 décembre 2010

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Nous avons procédé à l'audit des états financiers du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé (PCDSP) financé par le crédit N°3815DRC et le don N° H3660 de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et la République Démocratique du Congo, pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010. Ces états financiers comprennent le Bilan et l'Etat des Ressources et Emplois pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Nous avons pour mission de formuler une opinion sur ces états financiers à la lumière des résultats de nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les états financiers ne comportent pas d'erreur significative. Un audit implique la vérification par sondage des pièces justificatives, des montants et des informations fournis dans les états financiers. Il donne aussi lieu à l'évaluation des principes comptables appliqués par la Direction, des estimations importantes effectuées par cette dernière et de la présentation générale des états financiers.

Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion.

A notre avis, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2010 donnent une image fidèle de la situation financière des comptes des projets et des conventions, ainsi que des flux des ressources et emplois générés durant cette période en conformité avec les principes et méthodes comptables énoncés en Note 2 du présent rapport.

Rapport sur les vérifications spécifiques :

Les biens, services et travaux financés ont été acquis dans le respect des procédures de passation de marché conformément aux dispositions de l'accord de crédit et l'accord de don et aux directives en la matière, publiées par la Banque Mondiale.

Antananarivo, le 31 mai 2011

RANDRIAMBELOMANANA Rivocharisoa
Expert Comptable



**OPINION DES AUDITEURS
SUR LES ETATS CERTIFIES DES
DEPENSES**

**A Monsieur ILUNGA ILUNKAMBA
Secrétaire exécutif du
Comité de Pilotage de la Réforme des
Entreprises du Portefeuille de l'Etat
(COPIREP) – Projet PCDSP**

Exercice clos le 31 décembre 2010

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Nous avons procédé à l'audit des Etats Certifiés des Dépenses (ECD) du Projet financé par le crédit N°3815DRC et le don N° H3660 de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et la République Démocratique du Congo, pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010. Nous avons pour mission de formuler une opinion sur les Etats Certifiés des Dépenses à la lumière des résultats de nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux directives de la Banque Mondiale. Ces normes et directives de la Banque Mondiale imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les Etats Certifiés des Dépenses ne comportent pas d'erreurs significatives. Un audit implique la vérification des pièces justificatives des montants et des informations fournis dans les Etats Certifiés des Dépenses adressés à la Banque Mondiale.

Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion.

A notre avis, les Etats Certifiés des Dépenses donnent une image fidèle des retraits de Fonds du Projet pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010, conformément aux Normes Comptables Internationales et aux directives de la Banque Mondiale.

De plus, il existe des pièces justificatives suffisantes :

- a) pour justifier les demandes de remboursement présentées à la Banque Mondiale,
- b) pour identifier les dépenses qui sont éligibles aux termes et dispositions de l'Accord de Crédit N°3815DRC et de l'accord de don N° H3660 de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et la République Démocratique du Congo, pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Antananarivo, le 31 mai 2011

RANDRIAMBELOMANANA Rivocharisoa
Expert Comptable



**OPINION DES AUDITEURS
SUR LE RESPECT DE L'ACCORD DE
CREDIT ET DE DON**

**A Monsieur ILUNGA ILUNKAMBA
Secrétaire exécutif du
Comité de Pilotage de la Réforme des
Entreprises du Portefeuille de l'Etat
(COPIREP) – Projet PCDSP**

Exercice clos le 31 décembre 2010

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Au cours de l'audit des états financiers du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé (PCDSP) financé par le crédit N°3815DRC et le don N° H3660 de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et la République Démocratique du Congo, pour la période du 01 janvier 2010 au 31 décembre 2010, nous avons examiné le respect de l'exécution du projet conformément aux termes des clauses de l'Accord de Crédit et de don signé entre la République Démocratique du Congo et l'Association Internationale pour le Développement (IDA).

Dans le cadre de nos investigations, nous avons examiné les clauses principales suivantes :

- le respect des conditions de décaissement
- la part effective des dépenses financées par les bailleurs de fonds
- le respect des règles et procédures comptables générales applicables au projet

Les résultats de nos vérifications n'ont pas mis en évidence d'anomalies ou dysfonctionnements.

Antananarivo, le 31 mai 2011

RANDRIAMBELOMANANA Rivocharisoa
Expert Comptable

ETATS FINANCIERS

**Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé
(PCDSP)**

BILAN

Au 31 décembre 2010

Unité monétaire USD

	Notes	CREDIT 3815		DON 3660	
		2010	2009	2010	2009
ACTIF					
DEPENSES DE REALISATIONS					
Affectation des fonds	3	89 379 365	85 720 804	9 047 723	4 567 000
Immobilisations	4	23 632 257	20 674 607	45 496	22 623
		<u>113 011 622</u>	<u>106 395 411</u>	<u>9 093 219</u>	<u>4 589 623</u>
VALEURS REALISABLES					
Débiteurs et autres créances	5	<u>114 862</u>	<u>338 573</u>	<u>2 258</u>	<u>0</u>
TRESORERIE					
Banques et caisses	6	<u>5 855 626</u>	<u>5 425 768</u>	<u>2 704 556</u>	<u>2 148 545</u>
TOTAL ACTIF		<u>118 982 110</u>	<u>112 159 752</u>	<u>11 800 034</u>	<u>6 738 168</u>
PASSIF					
FINANCEMENT					
Financement - IDA	7	110 248 459	104 105 958	11 427 151	6 026 224
Financement - Etat Congolais	7	7 993 352	7 091 661	0	0
		<u>118 241 811</u>	<u>111 197 619</u>	<u>11 427 151</u>	<u>6 026 224</u>
DETTES A COURT TERME					
Créditeurs et autres dettes	8	<u>740 298</u>	<u>962 133</u>	<u>372 882</u>	<u>711 944</u>
TOTAL PASSIF		<u>118 982 110</u>	<u>112 159 752</u>	<u>11 800 034</u>	<u>6 738 168</u>

**Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé
(PCDSP)**

**TABLEAU DES EMPLOIS - RESSOURCES
CREDIT 3815 / DON H3660
AU 31 DECEMBRE 2010
UNITE MONETAIRE USD**

EMPLOIS	CREDIT 3815	DON 3660	RESSOURCES	CREDIT 3815	DON 3660
IMMOBILISATIONS			FINANCEMENT		
Frais et charges immobilisés	22 593 315	45 496	Financement - IDA	110 248 459	11 427 151
Immobilisations	1 038 942	0	Financement - Etat Congolais	7 993 352	0
AFFECTATION DES FONDS					
Projets et services financés	54 743 240	2 362 132			
Fournitures	1 578 299	290 000			
Services consultants et audit	28 654 672	6 057 179			
Formations et séminaires	2 267 905	188 015			
Travaux	1 003 298	150 397			
BCECO gestion projet	1 131 951	0			
TIERS ET REGULARISATIONS			DETTES		
Débiteurs et autres créances	114 862	2 258	Créditeurs divers	740 298	352 949
			Fournisseurs		15 040
			Régularisations		4 893
TRESORERIE					
Banque et caisse	5 855 626	2 704 556			
TOTAL EMPLOIS	118 982 110	11 800 034	TOTAL RESSOURCES	118 982 110	11 800 034

**Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé
(PCDSP)**

ETAT JUSTIFICATIF DU SOLDE DU COMPTE DESIGNÉ AU 31 DECEMBRE 2010

A. CREDIT - COMPTE SPECIAL - CITIGROUP CONGO

	<u>USD</u>	<u>USD</u>
Solde au 1er janvier 2010		5 399 351
DRF 68 Remboursement au compte spécial	406 142	
DRF 69 Remboursement au compte spécial	260 707	
DRF 70 Remboursement au compte spécial	301 250	
DRF 70 bis Remboursement au compte spécial	2 810	
DRF 71 Remboursement au compte spécial	722 174	
DRF 72 Remboursement au compte spécial	869 821	
DRF 73 Remboursement au compte spécial	442 356	
DRF 74 Remboursement au compte spécial	385 048	
DRF 75 Remboursement au compte spécial	661 236	
DRF 76 Remboursement au compte spécial	444 870	
DRF 77 Remboursement au compte spécial	498 852	
DRF 78 Remboursement au compte spécial	531 865	
DRF 79 Remboursement au compte spécial	<u>615 369</u>	6 142 501
Intérêts perçus		13015,1
Autres remboursements		<u>200 710</u>
		11 755 577
Retraits de l'exercice		<u>(5 932 685)</u>
Solde au 31 décembre 2010		<u><u>5 822 892</u></u>

B. DON - COMPTE SPECIAL - STANDARD BANK

	<u>USD</u>	<u>USD</u>
Solde au 1er Janvier 2010		2 148 545
DRF 5 Remboursement au compte spécial	1 627 752	
DRF 6 Remboursement au compte spécial	149 133	
DRF 7 Remboursement au compte spécial	795 363	
DRF 8 Remboursement au compte spécial	735 299	
DRF 9 Remboursement au compte spécial	360 069	
DRF 10 Remboursement au compte spécial	548 029	
DRF 11 Remboursement au compte spécial	124 668	
DRF 12 Remboursement au compte spécial	571 181	
DRF 13 Remboursement au compte spécial	<u>179 786</u>	5 091 280
Intérêts perçus		43 087
		<u>7 282 911</u>
Retraits de l'exercice		<u>(4 578 355)</u>
Solde au 31 décembre 2010		<u><u>2 704 556</u></u>

Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé
(PCDSP)
ETAT RECAPITULATIF DES DECAISSEMENTS DES FONDS DU CREDIT/DON
Exercice du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

<u>A. CREDIT - COMPTE SPECIAL</u>	<u>Avance au compte spécial</u> USD	<u>Dépenses financées</u> USD	<u>Total décaissé</u> USD
Au 1er janvier 2010	7 250 000	96 855 958	104 105 958
Mouvements de l'exercice			
DRF 68	(250 000)	656 142	406 142
DRF 69	(250 000)	510 707	260 707
DRF 70	(250 000)	551 250	301 250
DRF 70 bis	-	2 810	2 810
DRF 71	-	722 174	722 174
DRF 72	-	869 821	869 821
DRF 73	-	442 356	442 356
DRF 74	-	385 048	385 048
DRF 75	-	661 236	661 236
DRF 76	-	444 870	444 870
DRF 77	-	498 852	498 852
DRF 78	-	531 865	531 865
DRF 79	-	615 369	615 369
	(750 000)	6 892 501	6 142 501
Au 31 décembre 2010	6 500 000	103 748 459	110 248 459
<u>B. DON - COMPTE SPECIAL</u>	<u>Avance au compte spécial</u> USD	<u>Dépenses financées</u> USD	<u>Total décaissé</u> USD
Au 1er Janvier 2010	3 000 000	3 026 224	6 026 224
Mouvements de l'exercice :			
DRF 5	-	1 627 752	1 627 752
DRF 6	-	149 133	149 133
DRF 7	-	795 363	795 363
DRF 8	-	735 299	735 299
DRF 9	-	360 069	360 069
DRF 10	-	548 029	548 029
DRF 11	-	124 668	124 668
DRF 12	-	571 181	571 181
DRF 13	-	179 786	179 786
	-	5 091 280	5 091 280
TOTAL	3 000 000	8 117 504	11 117 504
PPF			
Remboursement PPF	-	309 648	309 648
Au 31 décembre 2010	3 000 000	8 427 151	11 427 151

1. Présentation générale du projet

a. Contexte et objectifs

Contexte général

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (R.D.C) s'est engagé dans la voie de réformes économiques profondes qui touchent notamment à son mode d'intervention dans les mécanismes économiques et les principes de sa participation dans les entreprises du secteur public.

Pour mener à bien ces réformes, le Gouvernement a sollicité et obtenu le concours de l'Association Internationale de Développement « IDA » pour la conduite des réformes envisagées et le renforcement des capacités dans le domaine de la restructuration du secteur des entreprises publiques. C'est dans ce contexte que, pour disposer d'une architecture institutionnelle solide, le Gouvernement a mis en place une structure de pilotage de la réforme des entreprises publiques. Cette structure dénommée Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises Publiques en sigle «COPIREP» a été créée par décret n° 0136/2002 du 30 octobre 2002.

Le financement alloué par l'IDA au Projet s'élève à DTS 87.100.000. La date de clôture du Projet, prévue au 31 mars 2010, est reportée au 31 décembre 2012.

En mai 2008, un financement additionnel de 37.500.000 DTS a été ajouté au crédit pour couvrir d'autres secteurs d'activités notamment la micro finance et les contrats de stabilisation de la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC).

Objectifs

Le projet a pour objectif d'appuyer la croissance entraînée par le secteur privé de la RDC

- 1) en améliorant le climat des investissements ;
- 2) en fournissant un appui à la réforme des entreprises publiques dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, des finances, des transports et des mines ; et
- 3) en accroissant la compétitivité des opérations minières dans la région du Katanga.

Description

2. Rendre le climat plus propice aux investissements

Il s'agit, dans cette composante, de consolider et renforcer le cadre des affaires, en se concentrant sur l'environnement juridique, le système judiciaire, la promotion des investissements, notamment dans certains secteurs clés comme les Mines, et les outils financiers permettant de développer le commerce.

Outre la mise en place d'un nouveau droit des affaires, cette composante consistera à créer un centre national privé d'arbitrage, à offrir un soutien technique et financier aux trois nouveaux tribunaux commerciaux (à Kinshasa et Lubumbashi), à former les juges, arbitres et greffiers, à offrir des services de formation et un soutien technique et opérationnel à l'Inspection générale de la justice, à aider à rendre opérationnel le Journal officiel. Par ailleurs, cette composante permettra de financer une partie de la réforme de la BCC et fournira l'appui nécessaire pour la liquidation des banques publiques en faillite. Enfin, la composante aidera la RDC à devenir membre de l'Agence pour l'Assurance du commerce en Afrique (ACA). La mise en place et le financement de l'ANAPI seront entièrement soutenus par ce projet. La capacité du Ministère des Mines sera renforcée.

3. Réforme des entreprises publiques

Cette composante consiste à lancer la réforme des entreprises publiques. Pour ce faire, des stratégies de restructuration ou de désengagement seront préparées; alors qu'un nouveau cadre juridique et réglementaire sera mis en place.

En particulier, cette deuxième composante offrira une assistance technique pour la mise en place d'autorités de régulation et de réglementation des télécommunications, des transports et de l'énergie. Elle facilitera la préparation de stratégies de restructuration ou de désengagement des entreprises publiques et permettra le cas échéant leur mise en place. Pour les entreprises publiques concernées (notamment la GECAMINES), la composante couvrira les frais de désengagement de l'état (y compris sociaux), proposera aux travailleurs licenciés une aide pour leur permettre une réinsertion professionnelle. Enfin, la composante appuiera la réalisation de ces réformes en appuyant la mise en place et le fonctionnement du COPIREP.

4. Initiatives visant le développement économique du Katanga

Cette composante appuie un ensemble de mesures prises pour rendre l'économie de la principale région minière de la République Démocratique du Congo, le Katanga, compétitive. En s'appuyant sur la société civile et les organisations non gouvernementales cette composante permettra de développer des méthodes de réinsertion professionnelle, de financer le développement de la petite entreprise au Katanga par l'intermédiaire de petits dons, et de renforcer les activités économiques locales.

A. Financement du projet

1. Coûts historiques détaillés du Crédit 3815 par catégorie

Le tableau ci-dessous indique les montants alloués aux catégories de dons, indemnités de licenciement, travaux, fournitures et services qui sont financés au moyen du Crédit ainsi que le pourcentage de dépenses financées par ce dernier.

Réf.	Catégorie	Montant du Crédit affecté (exprimé en DTS)	% de dépenses financées
1)	Dons au titre de la Partie D du Projet	1.450.000	100%
2)	Indemnités de licenciement au titre de la Partie E du Projet	2.740.000	100%
	(a) pour les employés Adm de GECAMINES	10.900.000	
	(b) pour les employés Adm de la BCA	630.000	
	(c) pour les employés Adm de la BCCE	4.450.000	
	(d) pour les employés Adm de la NBK	2.350.000	
	(e) pour les employés Adm de l'optc	7.950.000	
3)	Travaux	1.450.000	100% pour les dépenses à l'étranger et 80% pour les dépenses locales.
4)	Fournitures		100% pour les dépenses à l'étranger et 80% pour les dépenses locales
	(a) pour la Partie A.4 du Projet	830.000	
	(b) autres	1.720.000	
5)	Services de consultants et audits		
	(a) pour la Partie A.4 du Projet	5.300.000	85%
	(b) Divers	19.200.000	85%
6)	Formation		
	(a) pour la Partie A.4 du Projet	1.000.000	100%
	(b) autres	3.300.000	100%
7)	Financement du mécanisme d'assurance en vertu du paragraphe 3, Partie A du Projet		100% des montants décaissés
	(a) Contribution initiale	100.000	
	(b) Facilité d'assurance	7.250.000	
8)	Charges d'exploitation		
	(a) BCECO	750.000	85%
	(b) COPIREP	10.500.000	85%
	(c) autres	1.800.000	85%
9)	Remboursement de l'Avance pour la Préparation du Projet en vertu de la Section 2.02(b) de l'Accord	750.000	
10)	Non affecté	2.680.000	
	TOTAL	87.100.000	

1. Coûts historiques détaillés du Don H 3660 par catégorie

Le tableau ci-dessous indique les Catégories qui sont financées par le Don H 3660 (financement additionnel).

Réf.	Catégorie	DTS	% de dépenses Financées
1	Travaux, fournitures et services des consultants	19.550.000	100%
2	Contrat de Micro – Finances	4.700.000	100%
3	Contrat de stabilisation	3.750.000	100%
4	Paiements des Indemnités	6.870.000	100%
5	Gestion du Projet	1.620.000	100%
6	Remboursement PPF	380.000	
7	Non alloué	630.000	
	Total	37.500.000	

2. Principes et méthodes comptables

✓ Etats financiers

Les états financiers sont présentés conformément aux exigences des bailleurs de fonds pour les projets non générateurs de revenus.

✓ Principes comptables

Les principes comptables et les méthodes d'évaluation sont ceux préconisés par les pratiques comptables généralement admises, notamment :

- Le principe du coût historique
- Le principe de permanence des méthodes
- Le principe d'indépendance des exercices
- Le principe de prudence
- Le principe de non compensation

✓ Dépenses de réalisation

Les dépenses encourues du projet sont immobilisées. Ces dépenses comprennent notamment les frais de fonctionnement, les rémunérations et les indemnités versées, les frais d'étude, les dépenses pour l'acquisition des biens, des fournitures, des travaux et les services de consultants, la rémunération ainsi que les dépenses pour la préparation du projet (PPF).

✓ Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

✓ Transactions en devises

Les opérations en devises sont converties en USD au taux du jour du règlement de la transaction. Les fournisseurs libellés en devises sont maintenus au taux du jour de l'engagement de la transaction.

✓ Financement

Les montants décaissés sur les comptes du Crédit et du Don à travers les comptes spéciaux ou par paiements directs représentent le financement de l'IDA au projet.

3. Affectation de fonds

Cette rubrique se détaille comme suit en USD :

	Notes	CREDIT 3815		DON 3660	
		2010	2009	2010	2009
Dépenses de réalisations					
Solde reporté au 01 janvier		85 720 804	81 596 713	4 567 000	1 175 512
Variations de l'exercice					
Projet et services financés	3-1	-3 001	361 868	2 035 367	326 765
Fournitures	3-2	122 096	624 710	290 000	0
Services consultants et audit	3-3	3 404 168	2 717 545	1 832 353	3 049 313
Formations et séminaires	3-4	73 288	236 527	172 606	15 410
Travaux	3-5	56 227	183 441	150 397	0
BCECO gestion projet	3-6	5 784	0	0	0
Solde au 31 décembre 2010		89 379 365	85 720 804	9 047 723	4 567 000

3.1 Projets et services financés

Cette rubrique se détaille comme suit en USD :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
PPF Q 343	1 081 137	1 081 137	309 648	0
Dons au titre de partie D du projet	1 991 122	1 991 122	0	0
OCPT & Banques	152 146	152 146	0	0
OCPT - Partants volontaires	11 500 509	11 500 509	0	0
Ministère de l'Energie	722 283	722 283	0	0
Mécanisme d'assurance	7 136 530	7 136 530	0	0
RVA	1 229	1 229	0	0
BCA, BCCE & NBK - Partants	13 409 686	13 409 686	0	0
BCECO - Fonctionnement	15 320	15 320	0	0
URK - GCM/ Partants volontaires	15 603 893	15 603 893	0	0
URK - Fonctionnement	1 080 192	1 080 192	0	0
ANAPI	1 655 571	1 655 571	0	0

Ministère des Mines et des Hydrocarbures	224 414	227 003	0	0
OFIDA	260	260	0	0
BCC	12 138	12 138	257 696	0
Centre d'arbitrage	23 287	23 287	0	0
Ministère de la Justice	133 372	133 786	302 711	0
DDR - Fonctionnement	150	150	0	0
Ministère de l'Industrie	0	0	968 790	244 765
Ministère de l'Agriculture	0	0	30 000	30 000
Ministère du Plan	0	0	493 288	52 000
TOTAL	54 743 241	54 746 242	2 362 132	326 765
Variation	-3 001		2 035 367	

CREDIT 3815**DON 3660****2010****2009****2010****2009****3-2 Fournitures**

Ministère de la Justice	643 076	611 999	185 004	0
URK	20 471	20 471	0	0
ANAPI	48 929	48 929	0	0
Ministère des Mines et des Hydrocarbures	422 837	422 837	0	0
Centre d'Arbitrage	93 582	93 583	0	0
OCPT & Banque	349 404	258 385	0	0
BCC	0	0	104 996	0
TOTAL	1 578 299	1 456 204	290 000	0
Variation	122 095		290 000	

CREDIT 3815**DON 3660****2010****2009****2010****2009****3-3 Services consultants et audit**

Ministère du Transport	0	0	3 820 079	2 436 764
C.S Portefeuille	2 016 278	790 342	26 215	0

Ministère de la Justice	2 639 970	2 597 784	149 945	33 321
OFIDA & BCC	1 527 582	1 377 022	0	0
URK - GCM	7 671 411	7 657 602	0	0
COPIREP	3 051 312	2 736 876	352 861	169 743
Ministère de l'Energie	5 438 964	3 909 872	0	0
Ministère des Mines et des Hydrocarbures	1 523 519	1 406 043	0	0
ANAPI	336 552	336 552	0	0
RVA	346 659	346 659	0	0
OCPT & Banques	4 102 424	4 091 751	95 150	0
BCC Consultants	0	0	1 612 929	1 584 998

TOTAL	28 654 672	25 250 503	6 057 179	4 224 826
Variation	3 404 169		1 832 353	

CREDIT 3815**DON 3660****2010****2009****2010****2009****3-4 Formation et séminaires**

Formations Entités Paraétatiques	179 430	172 371	0	0
Centre d'Arbitrage	64 218	60 218	0	0
URK- GCM	48 800	48 800	0	0
OFIDA	27 612	27 612	0	0
Ministère des Mines et des Hydrocarbures	818 152	818 152	0	0
COPIREP	150 845	108 955	110 916	15 409
Ministère de la Justice	591 959	575 738	47 588	0
ANAPI	53 884	53 884	0	0
Banque Centrale du Congo	190 471	190 472	0	0
OCPT & Banques	112 534	108 415	0	0
Ministère du Portefeuille	30 000	30 000	0	0
Ministère des Finances	0	0	29 511	0
TOTAL	2 267 905	2 194 617	188 015	15 409
Variation	73 288		172 606	

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
3-5 Travaux				
Ministère de la Justice	921 987	865 761	150 397	0
Ministère des Mines et des Hydrocarbures	81 310	81 310	0	0
TOTAL	1 003 298	947 071	150 397	0
Variation	56 227		150 397	

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
3-6 BCECO gestion projet				
Logiciel et formation	120 561	120 561	0	0
Consultants	198 955	198 955	0	0
Formations, séminaires & conférences	61 719	61 719	0	0
Dépenses en fournitures	34 497	28 715	0	0
Dépenses en transport & déplacement	1 754	1 754	0	0
Dépenses en services	336 900	336 900	0	0
Dépenses diverses	2 853	2 853	0	0
Dépenses en personnel	374 710	374 710	0	0
TOTAL	1 131 951	1 126 167	0	0
Variation	5 784		0	

4. Immobilisations

Les immobilisations se détaillent comme suit : (en USD)

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Immobilisations incorporelles	22 593 315	19 682 229	45 496	22 623
Immobilisations corporelles	1 038 942	992 378	0	0
	23 632 257	20 674 607	45 496	22 623

4.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées des frais et dépenses capitalisés des exercices antérieurs et se détaillent comme suit (en USD) :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Matières et fournitures consommés	521 192	425 939		
Transport consommé	205 247	146 456		
Autre services consommés	6 149 323	5 017 812		
Autre services consommés			45 496	22 623
Charges et pertes diverses	343 414	289 460		
Charges du personnel	8 198 404	6 642 717		
Etudes et Consultance COPIREP'	6 401 353	6 401 353		
FORMATIONS ET SEMIN. COPIREP	759 496	744 430		
Immobilisations Incorporelles	14 886	14 063		
TOTAL	22 593 315	19 682 229	45 496	22 623

4-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit(en USD) :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Aménagement des bureaux	67 296	67 297		
Matériels de bureau	15 815	15 815		
Mobiliers de bureau	155 667	133 714		
Matériels roulants	304 020	304 020		
Matériels informatiques	350 250	338 292		
Matériels de télécommunication	32 763	20 109		
Matériels de reprographie	77 784	77 784		
Autres immobilisations	35 347	35 347		
TOTAL	1 038 942	992 378	0	0

Le tableau de variation des immobilisations corporelles se présente comme suit (en USD)

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Solde reporté au 01 janvier	992 378	922 705	0	0
Variations de l'exercice				
Matériels de bureau	0	3 694	0	0
Mobiliers de bureau	21 953	18 912	0	0
Matériels roulants	0	0	0	0
Matériels informatiques	11 957	17 494	0	0
Matériels de télécommunication	12 654	1 007	0	0
Matériels de reprographie	0	16 897	0	0
Autres immobilisations	0	0	0	0
Aménagement des bureaux	0	11 669	0	0
Solde au 31 décembre	1 038 942	992 378	0	0

5. Débiteurs et autres créances

Cette rubrique se détaille comme suit (en USD) :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Avances au personnel local	22 051	5 673	0	0
Débiteurs divers	27 703	9 248	416	0
Agence locale d'exécution	19 507	5 706	1 842	0
Provision missions à justifier	1 800	1 800	0	0
IDA - Don n°H3660	0	158 033	0	0
Régularisations actives	43 802	158 113	0	0
TOTAL	114 862	338 573	2 258	0

6. Trésorerie

Cette rubrique se détaille comme suit (en USD) :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
CDSP Citibank 300310-184	5 822 892	5 399 351	0	0
CDSP Citibank 300310-192	26 682	21 585	0	0
Stranbic Bank	0	0	2 704 556	2 148 545
Caisse COPIREP Fonctionnement	222	202	0	0
Caisse DAO COPIREP	5 830	4 630	0	0
TOTAL	5 855 626	5 425 768	2 704 556	2 148 545

L'état de rapprochement du solde du compte Désigné à l'avance IDA au 31 décembre 2010 se présente comme suit :

<u>A. CREDIT - COMPTE SPECIAL</u>	<u>USD</u>	<u>USD</u>
Avance au compte spécial		6 500 000
Demande de retrait de fonds en cours au 31 décembre 2010 - DRF 80		<u>(684 268)</u>
Ecart :		5 815 732
Solde caisse au 31/12/2010	(222)	
Intérêts créditeurs produits par le compte désigné	4 486	
Reversement solde PPF Q 343	7 797	
Avance sur enquête des PV de la Gécamines	(2 801)	
Imputation par erreur de la Citibank Pt à un tiers	<u>(1 167)</u>	<u>8 093</u>
Solde justifié dans l'état de rapprochement bancaire		<u>(933)</u>
Solde au 31 décembre 2010		<u><u>5 822 892</u></u>

<u>B. DON - COMPTE SPECIAL</u>	<u>USD</u>	<u>USD</u>
Avance au compte spécial		3 000 000
Demande de retrait de fonds en cours au 31 décembre 2010 - DRF 14		<u>(265 640)</u>
		2 734 360
Ecart :		
Intérêts créditeurs produits par le compte désigné	4 893	
Ecart DRF 10 demandé par le COPIREP et payé par l'IDA	2	
FLA LTD / Contrat non encore enregistré dans le système BM	<u>(23 899)</u>	<u>(19 004)</u>
Solde justifié dans l'état de rapprochement bancaire		<u>(10 800)</u>
Solde au 31 décembre 2010		<u><u>2 704 556</u></u>

7. Financement

Cette rubrique se détaille comme suit (en USD) :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Crédit IDA	110 248 459	104 105 958	11 427 151	6 026 224
Etat Congolais	100 000	100 000	0	0
Etat Congolais (taxe)	7 893 352	6 991 661	0	0
TOTAL	118 241 811	111 197 619	11 427 151	6 026 224

Le rapport de mission de la supervision en Gestion financière de la Banque Mondiale, réalisée en juillet 2010 et Janvier 2011, a mentionné que les dépenses payées par COPIREP pour le compte des deux mandataires de la MIBA (Mrs Jeffrey Ovian et Ruphin Ngoua) sont jugées non conforme aux critères d'éligibilité des accords de financement suite à l'absence de l'avis de non objection de l'IDA.

La revue des dépenses a permis de relever plusieurs paiements effectués au profit des deux mandataires de la MIBA. Ces paiements estimés à US\$ 221 229,24 au 31 décembre 2010 ont été effectués pour couvrir :

- les perdiems US\$ 68 654,03,
- les frais d'hôtel & restauration US\$ 137 669,02
- et les coûts des billets d'avion et assistance à l'aéroport pour US\$ 14 906,19.

Par ailleurs, COPIREP a adressé une lettre au Ministère du Portefeuille pour demander le remboursement de cette somme à l'IDA par le Ministère des Finances.

Jusqu'à la fin de notre mission sur terrain (mai 2011), aucun remboursement n'a été effectué par l'Etat Congolais.

7-1 Etat congolais

Le montant de 100 000 USD représente la contribution initiale de l'Etat Congolais comme convenu dans l'Accord de Crédit.

7-2 Etat congolais (Taxe)

Le solde du compte Etat congolais (Taxe) correspond au cumul des taxes constatées depuis le début du Projet.

7-3 Crédit/ Don IDA
a) Crédit IDA 3815

L'analyse du crédit IDA 3815 par catégorie de dépenses se présente comme suit (en USD) :

	Avance au compte spécial									
	TOTAL USD	Catégorie 1 USD	Catégorie 2 USD	Catégorie 3 USD	Catégorie 4 USD	Catégorie 5 USD	Catégorie 6 USD	Catégorie 7 USD	Catégorie 8 USD	Catégorie 9 USD
Au 1er janvier 2010	104 908 250	2 080 098	41 861 150	707 226	921 184	25 527 307	3 272 310	7 118 344	15 186 891	983 740
Mouvements de l'exercice										
DRF 68	406 142	-	-	7 068	214 325	137 390	35 253	-	262 106	-
DRF 69	260 707	-	-	17 937	-	272 418	26 352	-	194 000	-
DRF 70	301 260	(250 000)	-	-	71 500	191 375	23 973	-	264 412	-
DRF 70 bis	2 810	-	-	-	-	-	83	-	2 728	-
DRF 71	722 184	-	-	-	18 347	345 348	21 667	-	336 821	-
DRF 72	869 821	-	-	17 473	5 481	407 393	36 195	-	403 280	-
DRF 73	442 356	-	-	-	12 073	155 988	6 600	-	267 696	-
DRF 74	385 058	-	-	-	1 600	176 652	8 200	-	198 606	-
DRF 75	661 236	-	-	8 647	360	382 446	400	-	269 383	-
DRF 76	444 870	-	-	1 273	3 726	194 960	-	-	244 911	-
DRF 77	498 852	-	-	-	18 406	293 538	-	-	186 909	-
DRF 78	531 865	-	-	12 320	4 765	309 452	8 625	-	196 703	-
DRF 79	615 369	-	-	3 080	-	407 209	5 973	-	199 107	-
	6 142 531	(750 000)	-	67 800	350 582	3 274 168	173 320	-	3 026 661	-
Au 31 décembre 2010	111 050 781	6 500 000	41 861 150	775 026	1 271 766	28 801 475	3 445 630	7 118 344	18 213 552	983 740

Ecart antérieur au 1er janvier 2010

Ecart* (802 292)

Solde selon le grand livre (30) *

110 248 459

(*) L'écart de 30 USD provient de la différence entre les demandes de remboursement dans les DRF et les remboursements enregistrés dans le grand livre et se détaille comme suit :

N° DRF	Montant demandé dans DRF (1)	Montant retenu par la Banque USD (2)	Montant demandé net des retenus (3) = (1) - (2)	Montant enregistré dans le grand livre		Ecart (3) - (4)
				USD	USD	
70	551 260	250 000	301 260	301 250	10	
70 Bis	2 810	-	2 810	2 810	0	
71	722 184	-	722 184	722 174	10	
74	385 058	-	385 058	385 048	10	
Total	1 661 312	250 000	1 411 312	1 411 282	30	

La Situation du Crédit IDA3815 au 31 décembre 2010 se présente comme suit :

Le solde reconstitué du crédit IDA 3815 à partir du relevé de World Bank Client Connection se présente comme suit (en USD) :

Numéro de demande de retrait	Montant Payé	Date de réception	Date de valeur	Solde
Solde au 31/12/2009				105 416 682
69	260 707	28/12/2009	07/01/2010	105 677 389
68	406 142	28/12/2009	07/01/2010	106 083 532
70	301 260	25/02/2010	02/03/2010	106 384 791
71	722 184	10/05/2010	19/05/2010	107 106 975
73	442 356	02/08/2010	06/08/2010	107 549 331
72	869 821	02/08/2010	06/08/2010	108 419 153
74	385 048	11/08/2010	13/08/2010	108 804 201
75	661 236	26/09/2010	05/10/2010	109 465 437
76	444 870	22/10/2010	28/10/2010	109 910 307
77	498 852	29/10/2010	02/11/2010	110 409 159
78	531 865	23/11/2010	29/11/2010	110 941 025
78 bis	2 810	23/11/2010	29/11/2010	110 943 835
79	615 369	17/12/2010	21/12/2010	111 559 204
Solde au 31/12/2010				111 559 204

Il existe un écart de USD 1 310 744 entre le solde du crédit IDA 3815 sur le relevé IDA et le solde dans la comptabilité du Projet au 31 décembre 2010. L'écart s'analyse comme suit :

Crédit 3815	Montant en USD
Solde IDA	111 559 204
Solde dans le grand livre du projet	110 248 459
Ecart à régulariser	1 310 744

L'écart de USD 1 310 744 s'analyse comme suit :

Éléments	Montant en USD
Recouvrement sur avance au compte spécial (i)	500 000
Reliquat de l'avance au PPF Q 343 (ii)	8 432
Différence sur fluctuation du taux de change (iii)	802 292
Différence entre montant remboursé et montant enregistré dans le grand livre (iv)	
- DRF 70	10
- DRF 71	10
Ecart à régulariser	1 310 744

Les points (i) à (iii) sont antérieurs au 01^{er} janvier 2010 et ont déjà été soulevés dans le rapport des auditeurs sur les états financiers 2009 dont nous reprenons ci-après des extraits :

- ✓ Un recouvrement de USD 500 000 sur l'avance du compte spécial que l'IDA n'a pas été tenu compte ;
- ✓ USD 8 432 représente le reliquat de l'avance du PPF Q 343 reversé dans le compte spécial ;
- ✓ La différence de USD 802 292 résultant d'une fluctuation du taux de change. Il est à noter que la somme décaissée par l'IDA est au taux de change actualisé alors que celle du Projet est au taux historique. Pour rappel, le taux historique était de 1,3777 USD/DTS alors qu'au 31 décembre 2009, il était à 1,5613 USD/DTS.

Le point (iv) résulte d'un écart entre le montant du remboursement enregistré dans les livres du Projet et le montant apparaissant dans le relevé World Bank Client Connection et se détaille comme suit :

Éléments	Grand livre du Projet	Relevé Word Bank Client Connection	Ecart
Remboursement DRF 70	301 250	301 260	10
Remboursement DRF 71	722 174	722 184	10
Ecart à régulariser			20

b) Don 3660

L'analyse du DON IDA 3660 par catégorie de dépenses se présente comme suit (en USD) :

B. DON - COMPTE SPECIAL	TOTAL	Avance au			Catégorie 1	Catégorie 3	Catégorie 5
		compte	spécial	USD			
Au 1er Janvier 2010	6 026 224	3 000 000		1 715 295	1 291 036	19 893	
Décaissement du crédit							
DRF 5	1 627 752	-		524 708	1 097 128	5 916	
DRF 6	149 133	-		148 103	-	1 030	
DRF 7	795 363	-		790 861	-	4 502	
DRF 8	735 299	-		348 071	383 790	3 438	
DRF 9	360 069	-		358 219	-	1 850	
DRF 10	548 027	-		142 160	403 350	2 516	
DRF 11	124 668	-		123 887	-	781	
DRF 12	571 181	-		210 128	358 375	2 678	
DRF 13	179 786	-		178 669	-	1 117	
Au 31 Décembre 2010	11 117 502	3 000 000		4 540 101	3 533 679	43 722	

La Situation du DON 3660 au 31 décembre 2010 se présente comme suit :

Catégories et Composantes	Montant alloué (1) DTS	Taux au 31/12/10 USD/DTS	Montant alloué (1) USD	Dépôt initial (2)	Paievements cumulés au 31/12/09 (3)	Paievement de l'exercice 2010 (4)	Paieiment cumulés au 31/12/10 (5) = (3) + (4)	Remboursement sur Dépenses non-éligibles (6)	Remboursement du crédit (7)	Reliquat du crédit au 31/12/10 (8) = (1)-(2)-(5)+(6)+(7)	Taux de décaissement
Versement initial				3 000 000						-3 000 000	
Catégorie 1	19 550 000	1,54003	30 107 587		1 715 295	2 824 806	4 540 101	-	-	25 567 486	15,08%
Catégorie 2	4 700 000	1,54003	7 238 141		0	0	0	-	-	7 238 141	0,00%
Catégorie 3	3 750 000	1,54003	5 775 113		1 291 036	2 242 643	3 533 679	-	-	2 241 434	61,19%
Catégorie 4	6 870 000	1,54003	10 580 006		0	0	0	-	-	10 580 006	0,00%
Catégorie 5	1 620 000	1,54003	2 494 849		19 893	23 829	43 722	-	-	2 451 127	1,75%
Catégorie 6	380 000	1,54003	585 211		0	0	0	-	-	585 211	0,00%
Catégorie 7	630 000	1,54003	970 219		0	0	0	-	-	970 219	0,00%
TOTAL	37 500 000		57 751 125	3 000 000	3 026 224	5 091 278	8 117 502	-	-	46 633 623	19,25%

Le taux de décaissement global est de 19,25% au 31 décembre 2010 en tenant compte d'un taux de change de 1 DTS = 1,54003 USD à cette date (source site du FMI : <http://www.imf.org/external/np/ire/sdr/sdrbasket.htm>).

8. Dettes à court terme

Cette rubrique se détaille comme suit (en USD) :

	CREDIT 3815		DON 3660	
	2010	2009	2010	2009
Régularisation COPIREP-URK	78 713	78 713	0	0
Fournisseurs	218 361	157 958	15 040	0
Consultants	404 496	617 605	339 028	548 141
IDA - Crédit n°3815	0	0	0	158 033
Régularisations passives	4 759	47 874	4 893	0
Vente DAO COPIREP	5 830	1 960	0	0
Agence Locale d'Exécution	27 421	58 023	13 921	5 770
Personnel	719	0	0	0
TOTAL	740 298	962 133	372 882	711 944